

# LA PAROLE aux femmes, au peuple

**Nous venons de vivre une Fête de l'Humanité combative, participative, unitaire et rassembleuse, des bases qu'à l'évidence le peuple de la Fête recherchait.**

Dès le jeudi soir, la Fête a ouvert ses portes au débat sur les questions du féminisme. Elle s'est poursuivie avec de nombreux débats très fréquentés, en recherche d'idées et d'actions en faveur de l'égalité femmes/hommes. Pour toute la gauche, il était impossible de ne pas entendre les exigences, les espoirs et la volonté d'en finir avec les discriminations, les injustices, la démocratie bafouée, la déshumanisation de la société. Le vent de la colère est bien là, il ne s'agit pas d'une simple bise, les résultats des sénatoriales, avec désormais la plus haute assemblée parlementaire à gauche, confirment ce grand besoin d'alternative et de débat à gauche.

## Féminisme Communiste

sur le site du PCF  
[www.pcf.fr/femmes](http://www.pcf.fr/femmes)

**commission**

**Droits des femmes/féminisme**

Certes, si de nombreux commentateurs se sont réjouis du basculement à gauche du Sénat, nombreuses et nombreux sont celles et ceux qui relèvent que la parité fait encore défaut dans cette assemblée. Dommage que tous les courants de gauche n'aient pas opéré une petite révolution en respectant la parité comme le groupe communiste et républicain qui, lui, affiche plus que la parité dans cette haute assemblée encore réservée aux hommes.

L'actualité va vite, très vite, mais l'option politique du gouvernement est toujours la même, le démantèlement minutieux et implacable de ce qui a fait la société française.

La participation à la primaire socialiste arrive dans ce contexte et atteste, malgré l'effet « homme providentiel », du rejet de la politique Sarkozy et cet immense besoin de débats à gauche.

C'est dans ce contexte que nous abordons, pour notre part, les campagnes de la présidentielle et des législatives, (où nous devons être attentifs et attentives à la parité). Cette question sera incontournable dans les jours qui viennent, raison de plus pour y associer le plus grand nombre possible de femmes, dans les échanges et les actions à venir, comme la manifestation du 5 novembre contre les violences, les forums partagés et assemblées citoyennes que nous tiendrons partout dans le pays.

Cette période politique doit être sans conteste un moment fort pour inventer de nouvelles démarches politiques, de nouveaux droits et graver dans l'action politique des mesures coercitives en matière d'égalité au travail, de justice sociale, avec pour objectif la disparition de la pauvreté qui touche d'abord les femmes.

Le principal élément de l'alternative, pour les femmes, n'est-ce pas enfin l'égalité réelle dans toutes les structures de la société ?

### OCTOBRE 2011

#### Activité de la commission nationale

À la Fête, trois débats, trois succès :  
*Émancipation humaine, rien ne se fera sans les femmes*

Page 2

*Femmes au travail, la double peine  
Contre la casse des maternités  
et centres IVG*

Page 5

Appel des féministes  
du Front de Gauche

Page 6

Val-de-Marne : naissance du collectif  
contre les violences faites aux femmes

Page 7

#### Actualité

Sénatoriales

Trois femmes obtiennent  
le prix Nobel de la paix

Page 8

#### Activité unitaire

5 novembre, manifestation nationale  
contre les violences faites aux femmes

3 et 4 décembre,  
états généraux du féminisme

Page 9

Agenda

Page 10

**Élisabeth Ackermann**

Dans les pays du Maghreb et du Proche-orient, les femmes, les féministes, souvent dans l'ombre, s'organisent et agissent pour leurs droits, pour le respect de la démocratie et des libertés.

En Iran, face à l'autoritarisme, ou au cœur des révolutions comme en Tunisie, en Égypte, les femmes sont présentes. L'immolation de jeunes gens a transformé la colère en révolution et, dans ce mouvement, les femmes n'ont-elles pas à exhumer encore plus de colère que quiconque face aux discriminations qu'elles subissent depuis des décennies ? Dans ces pays où le processus révolu-

tionnaire est en cours, elles ne peuvent être les laissées pour compte !

L'expérience iranienne nous montre que tout projet de société conservatrice repose sur la domination des femmes, le maintien d'un ordre sexué, l'infériorité des femmes, le contrôle de leur sexualité et de leur liberté pour maintenir un État répressif et autoritaire. Alors, à ce point de l'histoire, nous avons réaffirmé avec force notre solidarité et condamné les différents gouvernements français qui ont et continuent de couvrir ces dictatures.

**Lors du débat co-organisé par les commissions *Droits des femmes/féminisme et Relations internationales*, animé respectivement par *Élisabeth Ackermann* et *Patrick Margaté*, qui a rassemblé 120 personnes au cœur du Village du Monde à la Fête de l'Humanité, nous avons réaffirmé l'exigence de respecter la souveraineté des peuples et montré combien l'action des femmes porte en elle le droit universel à la démocratie et à la paix.**

### **Irène Ansari**, iranienne,

est revenu sur le sort réservé aux femmes en Iran où la situation se durcit. La République islamiste d'Iran pratique de plus en plus la répression et la violence à l'égard de ceux et celles qui osent s'opposer à ce régime. Arrestations arbitraires, exécutions sommaires, censure et répression des libertés sont les moyens utilisés par le régime pour maintenir sa mainmise sur le pouvoir. Les droits des minorités nationales et religieuses sont supprimés.

Les femmes sont confrontées à une oppression sans précédent avec les lois réactionnaires du régime religieux qui les réduisent au rang de citoyen de seconde zone. La République islamiste

utilise la répression pour écraser toute résistance.

Irène a démontré combien les femmes résistent et que malgré les divergences entre les féministes et les démocrates, il est nécessaire d'emprunter les chemins de la démocratie et de se battre pour un changement de constitution et un État laïque. Si lutter pour changer des lois ne suffit pas, il faut reconnaître qu'elles constituent un point d'appui pour faire avancer les mentalités. Mais elle insiste sur le fait que l'égalité femmes/hommes, le respect de la dignité, des libertés s'obtiennent sur deux fronts en même temps, l'action et le changement de constitution.

### **Sérénade Chafik**, égyptienne,

a pour sa part démontré que la révolution avait pour mot d'ordre : *Liberté, dignité, justice sociale*.

Ces mots d'ordre, portés par toutes et tous, ont malheureusement tendance à ne se conjuguer qu'au masculin. Cela demande aux femmes et aux féministes une intense mobilisation pour éradiquer les excisions, l'obligation de porter le voile, s'opposer à toutes les tutelles quelles qu'elles soient. Elle note qu'y compris au sein de l'organisation des *Frères musulmans*, les femmes se rebellent.

Aujourd'hui, femmes et hommes s'opposent ensemble à toute éventualité d'un régime islamique et aux pressions des gouvernements occidentaux..

La société égyptienne est en train de bouger, les femmes veulent prendre leur place dans la société, elles sont nombreuses à ne pas vouloir porter le voile. Pour l'heure, elles feront tout pour rester dans le combat pour une nouvelle constitution démocratique.



pour **Nadia Chabanne**, tunisienne,

la révolution tunisienne est l'expression par tout un peuple d'une soif de dignité, de liberté et de démocratie. L'égalité des droits des citoyens est la pierre angulaire du système démocratique et l'égalité femmes/hommes, un préalable sans lequel il n'y a point de démocratie.

Les femmes se retrouvent, en Tunisie, au centre d'un enjeu majeur et au cœur des combats politiques fondamentaux. Actives dans la révolution, elles s'engagent pour contribuer à la construction de la Tunisie démocratique. Or, à y regarder de près, dans le droit tunisien actuel, malgré le principe d'égalité des citoyens (l'art 6), cohabitent en réalité trois catégories de citoyens : les hommes musulmans titulaires de droits universels, les femmes musulmanes, à qui certaines choses sont interdites de droit ou de fait (inégalité dans l'héritage, épouser un non-musulman...), et les femmes non musulmanes, qui ne peuvent hériter d'un musulman.

Le statut des femmes en Tunisie reste marqué par la religion, en dépit de leur rôle dans la vie civile et politique et leur participation active dans le processus de développement. Les empêchements à l'égalité juridique sont d'inspiration religieuse et les discriminations le sont également. Les partis politiques à référent religieux cherchent à faire valoir leur vision de la société et affirment s'inscrire dans le processus démocratique. Cependant, sans garde-fous, la démocratie peut mener à la théocratie, surtout que, pour ces partis, la démoc-

ratie est la loi de la majorité, un mécanisme d'accès au pouvoir et non des valeurs à défendre. Ils sont prisonniers d'une pensée sclérosée et formatée par une pensée identitaire qui refuse l'égalité entre les femmes et les hommes et se cache derrière une vision culturaliste et étriquée de la société.

Nadia est également revenue sur le moment politique que vivent les Tunisiennes et sur les futures élections d'octobre qui devraient afficher la parité codifiée dans la nouvelle constitution issue de la révolution. Cependant, elle note que la parité reste difficile à obtenir dans les faits, des partis et listes n'ont pas joué le jeu concernant les têtes de liste. Seul le *Pôle démocratique moderniste* (PDM), coalition de 4 partis dont le parti Ettajdidi (ex Parti communiste tunisien), présente 16 femmes sur les 33 circonscriptions. Elles seront 8% de femmes en tête de liste pour l'ensemble des listes. Il y a encore énormément d'actions à mener pour une réelle application de la parité.

Cependant les Tunisiennes, moins discriminées par rapport aux femmes d'autres États de la région, ont obtenu la consécration de l'égalité en droit dans la constitution, la levée des réserves de CEDAW, la séparation de la sphère politique et religieuse, et surtout la suppression de toutes les lois discriminatoires à l'encontre des femmes.

À tous, et surtout aux femmes, nous disons, si ce n'est pas maintenant, ce ne sera jamais.

Pour conclure, **Patrick Margaté, membre de la commission Relations internationales du PCF**, a rappelé que la France, a trop souvent couvert des dictatures, elle doit avoir une position claire sur le respect de la souveraineté des peuples. Quelle politique internationale de la France ? Cette question devrait donner lieu à de grands débats, y compris avec les autres formations politiques de gauche.

**Élisabeth Ackermann, pour la commission Droits des femmes/féminisme** a précisé que cet échange se poursuivra au-delà de la Fête de l'Humanité. Dans la perspective des échéances électorales en France, nous agirons et porterons les exigences des femmes ici et partout dans le monde, parce que malgré les avancées, le renforcement de lois dans certains États, aucun pays au monde n'a atteint la pleine égalité entre les sexes et qu'ensemble nous serons plus fortes pour surmonter les obstacles.

compte-rendu **Élisabeth Ackermann**

## FEMMES AU TRAVAIL la double peine

Le deuxième débat, co-organisé avec la revue *La Pensée* et le PCF du Val-de-Marne – animation Antoine Casanova, intervenantes : Jocelyne George, docteur en histoire et Rachel Silvera économiste, Marie Pezé n'ayant pas pu être parmi nous pour des raisons de santé – a rassemblé 80 personnes

**Jocelyne George** a traité de la question des travailleuses et du féminisme, elle est notamment revenue sur la notion du féminisme syndicaliste et le féminisme à l'extérieur du monde du travail. Le féminisme syndical s'exerce dans l'organisation où il faut faire reconnaître la place des femmes dans l'entreprise et les aider à prendre conscience de l'exploitation et de la domination qu'elles subissent. Dans les années 60/70, les femmes entrent massivement dans les entreprises, elles sont majoritairement ouvrières et employées. Pour justifier ce statut, les très bas salaires et les faibles promotions, on invoque le manque de formation générale. Les travailleuses sont alors peu reconnues dans le mouvement syndical. Elles se mobilisent plus facilement dans le mouvement féministe autour des questions de l'avortement. Les syndicats voient cette question comme extérieure au combat des salariés. Il faudra l'action des femmes à l'intérieur des syndicats et la mise en place de commissions féminines au début des années 70 pour rapprocher les combats pour l'égalité professionnelle à ceux des droits des femmes à disposer de leur corps. Elle fait remarquer que des centres IVG voient le jour à la RATP et dans d'autres entreprises. Les commissions syndicales et féminines se dotent de journaux comme *Antoinette* et traitent de toutes les actions pour les droits des femmes. Pour Jocelyne George, ce combat reste inachevé, il est aujourd'hui plus aigu du fait du libéralisme, qui se traduit par des reculs sociaux pour tous les salariés et rend peu visibles les actions pour l'égalité femmes/hommes.

**Rachel Silvera** part de l'idée qu'on a beau faire des lois, envisager des sanctions contre les entreprises qui ne jouent pas le jeu, les inégalités salariales ont la peau dure. En effet, dès l'entrée sur le marché du travail et tout au long de la carrière, les discriminations de sexe jouent. La première est que peu d'hommes et de femmes sont dans des situations professionnelles identiques. La deuxième étant les éventuelles interruptions de carrières pour maternité ou éducation des enfants. La troisième étant que les femmes sont souvent cantonnées dans des métiers dits à prédominance féminine. Dans le cadre de ses recherches pour avancer vers l'égalité, elle en conclut qu'il faut certes revendiquer à travail égal salaire égal, mais aussi et surtout faire émerger et porter « les équivalences » de métiers occupés par les femmes par rapport aux hommes.

À partir de ces trois éléments, Rachel montre en quoi la maternité est toujours un obstacle au déroulement de carrière des femmes. Elle prend pour exemple

récent le rendu du tribunal condamnant la BNP Paribas à respecter l'égalité salariale pour l'une de ses salariées. Un arrêt de la cour d'appel de Paris qui peut faire jurisprudence pour toutes femmes salariées ayant subi des discriminations dans leur déroulement de carrière et leur salaire. Cette salariée de la BNP Paribas, diplômée de HEC, discriminée pour avoir interrompu quelques temps sa carrière pour l'éducation des enfants, a obtenu réparation parce qu'elle a démontré qu'avoir des enfants ne pouvait en aucun cas être préjudiciable par rapport à un homme de même qualification non pénalisé par un déroulement de carrière haché. Pour Rachel, ce genre de décision fait avancer le droit, encore faut-il aider ces milliers de femmes à s'en emparer.

S'agissant des métiers exercés par les femmes et après une étude de comparaison portant sur « salaire égal pour un travail de valeur égale », elle constate que la place du diplôme, la technicité, la pénibilité et les responsabilités prenaient des sens et des valeurs totalement différentes selon le sexe et l'emploi. Là encore, la jurisprudence a donné raison à une salariée. Cependant, pour Rachel, cela ne peut rester une affaire de juristes et de spécialistes, ce sont des leviers pour toutes et tous. Les actions collectives sont nécessaires et indispensables pour la reconnaissance des métiers à valeurs égales.

**Laurence Cohen**, au nom de la commission, prendra pour exemple des actions de femmes et reviendra sur l'impérieuse nécessité que toute la gauche s'engage dans la mise en œuvre de mesures coercitives en direction des entreprises qui sont hors la loi en n'appliquant pas l'égalité femmes/hommes au travail. Elle souligne l'urgence à casser le morcellement des luttes, et le besoin d'unité des mouvements féministes, des syndicats, de toutes les actrices et acteurs qui ont à cœur de faire respecter l'égalité.

**Le débat** est allé dans le même sens: besoin urgent de mesures concrètes comme, par exemple, taxer les entreprises au-delà de 15 personnes à temps partiel, mise en œuvre de lois contraignantes pour l'application de l'égalité. Une animatrice de la campagne du CNDF *L'égalité maintenant* montrera, à partir des expériences de ce collectif, qui s'adresse aux salariées des commerces, combien il faut démontrer aux femmes que l'égalité salariale est possible, elle fera part de l'absolue nécessité d'actions collectives féministes et syndicales et se réjouira des premières victoires des salariées de *Carrefour markett*.

compte-rendu **Élisabeth Ackermann**

FÊTE DE L'HUMANITÉ  
TROIS DÉBATS, TROIS SUCCÈS

# MATERNITÉS ET CENTRES IVG mobilisation contre la casse

C'est la deuxième année que le stand du Conseil national accueille un débat sur le droit à la santé et contre la disparition de nombreuses maternités, centres IVG et services hospitaliers, c'est dire que cela va de plus en plus mal en matière de santé publique.

Ce débat était animé par Laurence Cohen, avec comme intervenantes Marie-Laure Brival pour le collectif *Maintien de la maternité des Lilas* ; Maya Surdut pour la CADAC, Daniel Gaudry pour le *Planning familial*, Michel Antony pour les *Comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité* et une responsable du *Collectif Tenon*.

Il a rassemblé près de 100 personnes.

Les différent-e-s intervenant-e-s ont démontré combien les décisions conformes à la politique de santé du gouvernement ont des conséquences très graves sur l'avenir de la santé publique dans notre pays.

La loi *Hôpital, patient, santé, territoire* (HPST), de par son objectif de regroupement/concentration hospitalière, a d'ores et déjà des conséquences dramatiques, 839 maternités de proximité fermées. Il en résulte la mise en place de véritables « usines à bébés » avec plus de trois à quatre mille accouchements par an. Les centres IVG sont les premiers touchés par les fermetures, le nombre de femmes devant se rendre à l'étranger pour avorter ne cesse de croître.

Cette vision comptable et rentable, au cœur de cette loi scélérate et inhumaine, met en danger la vie des femmes, des patients partout dans notre pays.

**Toutes et tous les intervenant-e-s nous ont alertés sur l'urgence de la mobilisation. Pour chacune et chacun les conditions de travail des personnels sont de plus en plus difficiles. Il faut mettre fin à la fermeture des services hospitaliers, des maternités, des centres IVG, abroger la loi HPST et revenir à une réelle politique de santé publique si nous ne voulons pas connaître une catastrophe sanitaire.**

Ce qui a permis à Laurence d'attirer l'attention sur le fait qu'à gauche tous les partis politiques ne sont pas porteurs de ces propositions. Si le PCF demande l'abrogation de la loi HPST et des ARS, il n'en est pas de même pour le PS et EELV. Un appel à la réflexion pour faire bouger les lignes et rompre avec la politique de la santé/marchandise. Se retrouver dans les luttes est indispensable mais insuffisant pour rompre avec les logiques ultra-

libérales et instaurer une politique de santé égale pour tous et partout, avec un développement des moyens et de la démocratie sanitaire notamment.

Toutes et tous ont lancé un appel à amplifier les actions pour empêcher que soient fermés les hôpitaux de proximité, avec en ligne de mire les maternités et les centres d'IVG.

Partout, des coordinations, des collectifs de luttes se constituent, dans lesquels sont engagés des militantes et des militants politiques, associatifs, syndicaux, citoyennes et citoyens, un rassemblement salubre. De futures *Assises régionales de la Santé*, véritables contre-pouvoirs de démocratie citoyenne pour contrer celui des *Agences régionales de Santé* et de leurs directeurs généraux, sont prévues

La fermeture de la maternité des Lilas était dans tous les esprits. La décision de l'*Agence régionale de santé* se prononçant contre la reconstruction sur le territoire des Lilas porterait un coup dramatique pour les parents et les femmes de Seine-Saint-Denis. C'est tout l'Est parisien qui est concerné, puisqu'en termes d'accouchements et d'avortements, elle en est la deuxième de ce territoire. Un symbole historique de la lutte des femmes pour le droit à l'avortement et la maternité choisie.

C'est pourquoi les intervenant-e-s ont, à l'occasion de ce débat, appelé à participer nombreuses et nombreux à la manifestation qui a eu lieu 8 jours après la Fête de l'Humanité.

Résultat : un très beau succès de la manifestation. Nous sommes appelés à poursuivre les actions, comme dans de nombreux endroits sur le territoire, pour le maintien des hôpitaux et maternités de proximité.

compte-rendu **Élisabeth Ackermann**

## FRONT DE GAUCHE appel des féministes



Dans le prolongement du Forum partagé organisé par les différentes commissions *Droits des femmes* qui composent le Front de Gauche, la poursuite d'un travail unitaire dans le cadre des futures échéances électorales est sur les rails.

En perspective, deux initiatives publiques dans le cadre du programme partagé *l'Humain d'abord* », s'appuyant sur l'appel lancé à la Fête de l'Humanité en présence de responsables d'associations féministes. Il est aujourd'hui, la propriété de toutes et tous. N'hésitons pas à le faire circuler.

### POUR L'ÉGALITÉ RÉELLE DES FEMMES ET DES HOMMES

Les conséquences sociales, économiques, culturelles de la crise financière d'une part, les politiques d'austérité et de régression sociale menée par Sarkozy sur les salaires, les retraites, les services publics d'autre part, constituent autant de politiques renforçant les inégalités.

Cette crise du système capitaliste, ses conséquences s'ajoutent – pour en renforcer les effets – aux rapports sociaux de domination, en particulier les rapports femmes/hommes, et fait exploser les inégalités existantes liées à l'oppression spécifique des femmes. En voulant faire payer aux peuples leur crise par des politiques de super austérité avec des coupes massives dans les dépenses publiques, le secteur public et social subira de très fortes dégradations aux conséquences dramatiques pour les conditions de vie des femmes dont la présence est dominante. Ainsi, Sarkozy et le MEDEF mènent contre les femmes des politiques néolibérales et conservatrices, voulant imposer un nouvel ordre moral.

L'égalité des droits femmes/hommes et la lutte contre le patriarcat sont une dimension incontournable de toute perspective d'émancipation. Cette perspective appelle une gauche de transformation sociale à la hauteur de l'enjeu de société, résolument subversif, une gauche qui remette en cause les représentations sexuées et sexistes ainsi que les processus normatifs d'intégration sociale et professionnelle – qui excluent largement les femmes de la vie politique –, une gauche qui place la logique du service public de la naissance à la fin de vie au cœur de sa vision stratégique de transformation sociale, qui lutte contre la marchandisation du corps des femmes, la banalisation des violences qui leur sont faites, la remise en cause du droit à disposer de son corps, notamment du droit à l'avortement, une gauche qui endigue la précarisation du travail et les sous salaires dont les femmes sont les principales victimes. Enfin, une gauche qui prenne en compte les évolutions de la société et notamment les problématiques liées à la perte d'autonomie, enjeu qui concerne majoritairement les femmes et leur place dans la société.

Les femmes représentent plus de la moitié de l'Humanité et l'oppression qu'elles subissent toujours et encore s'exerce tant dans leur vie privée que dans leur vie publique. Le champ d'action est immense – économique, culturel, symbolique – et il est plus que temps de s'engager pour que la lutte des femmes pour des droits égaux soit un élément clé des enjeux politiques.

Au travers des forums et du programme partagé du Front de Gauche, de nombreuses propositions ont déjà émergé et ouvrent des perspectives à nos batailles à venir. Mais il faut aller plus loin. Nous voulons contribuer à dessiner les contours d'un projet collectif répondant aux attentes et aux aspirations des femmes. Militantes et militants associatives, syndicales, politiques, citoyennes et citoyens, nous souhaitons construire des outils nouveaux pour lier l'ensemble de ces revendications dans une logique de transformation politique, démocratique et sociale.

Nous vous invitons toutes et tous à vous engager dans ce projet et à en devenir les actrices et acteurs. Avec le Front de Gauche, pour l'égalité femmes-hommes, nous nous engageons pour que les revendications féministes ne soient plus un prétexte, mais le centre des débats politiques de 2012.

# LOI CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES quelle mise en œuvre, quelle application ? expérience du Val-de-Marne

La loi contre les violences faites aux femmes votée le 9 juillet 2010  
a été une grande victoire pour les féministes...  
Reste malgré tout que cette loi n'est pas appliquée partout ou mal appliquée  
et que peu de personnes en ont connaissance.

Afin de veiller à la mise en application et au respect de celle-ci, le *Collectif national droits des femmes* a créé un **Comité national de vigilance**. C'est dans ce cadre, et suite à l'assassinat d'une femme à Créteil, qu'en Val-de-Marne, Odette Terrade, sénatrice, a impulsé la création au niveau *départemental d'un Collectif de lutte contre les violences faites aux femmes*.

Jeudi 29 septembre se tenait une réunion de ce collectif avec près de 90 personnes présentes : professionnels de la santé, du secteur social, élues en charge des droits des femmes, personnels des services administratifs des municipalités, citoyens, associatifs... Toutes et tous concernés par la mise en œuvre et l'application de cette loi.

L'objectif est de mettre en réseau chacune et chacun, chaque partenaire possible, afin de partager

ensemble les difficultés, de trouver les solutions immédiatement applicables. À cet égard, Ernestine Ronai, directrice de l'*Observatoire des violences envers les femmes en Seine-Saint-Denis*, était invitée pour partager l'expérience exceptionnelle et le véritable « succès » de ce dispositif départemental.

Cette réunion était une première pierre posée, et l'action de ce collectif devrait se poursuivre dans les semaines et les mois à venir pour mettre en réseau l'ensemble des actrices et acteurs du département pour lutter contre les violences faites aux femmes.

Cette initiative vient nourrir l'objectif de la manifestation nationale du 5 novembre à Paris.

**Céline Mazeau**  
responsable du collectif départemental  
*Droits des femmes/féminisme du Val-de-Marne*

## SÉNAT

# seul le groupe communiste et républicain est à parité femme/homme

**La victoire de la gauche aux sénatoriales et l'élection de son président, Jean-Pierre Bel, est une première dans la Ve République, où malgré un mode de scrutin construit sur mesure pour la droite, celle-ci perd la majorité au Sénat.**

Ce scrutin porte la marque du rejet des choix de Nicolas Sarkozy et de la colère des élu-e-s des collectivités territoriales face aux attaques répétées du gouvernement contre la démocratie locale. C'est un formidable levier en vue des échéances de 2012.

Ce succès de la gauche suscite des attentes fortes, aussi, sans tarder, le Sénat doit devenir un point d'appui pour résister à la politique d'austérité et de régression démocratique de Nicolas Sarkozy.

Le Parti communiste a contribué à cette victoire et les élu-e-s du groupe *Communiste, républicain, citoyen*, auquel j'appartiens désormais, continueront à faire entendre la voix de celles et ceux qui luttent pour la défense de l'emploi, de l'école, du logement, de la santé, ou encore de celles et ceux qui défendent l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.

Nous nous battons pour faire abroger la loi sur les collectivités territoriales que ce scrutin condamne sans ambiguïté et pour obtenir un projet de loi de financement de la Sécurité sociale avec un budget de la nation répondant aux besoins humains.

Mais un autre chantier nous attend, celui d'obtenir l'égal accès des hommes et des femmes aux mandats électoraux et aux fonctions électives.

Une fois de plus, la majorité des partis politiques en course aux élections sénatoriales, à l'exception de notre groupe et de celui d'EELV, a bafoué la démocratie, en ne respectant pas la loi sur la parité. Ainsi, la place des femmes au sénat recule, puisque nous ne sommes plus que 77 sur 348 au lieu de 80 sur 343 précédemment.

À l'inverse, notre groupe affiche la détermination politique qui est la nôtre, en comptant dans ses rangs 12 sénatrices sur un total de 21 sénateurs et la seule femme présidente d'un groupe parlementaire, tant au Sénat qu'à l'Assemblée nationale.

Soyons plus que jamais déterminés à faire avancer la pleine égalité des femmes dans les lieux de pouvoir qui restent réservés aux hommes. Il ne suffit donc pas de sanctionner financièrement les partis ne mettant pas en œuvre la parité, il faut exiger l'inéligibilité de leurs candidats.

Ensemble, exigeons non seulement la stricte application de la loi, mais également la mise en œuvre d'un scrutin à la proportionnelle.

Laurence Cohen

## enfin !

# TROIS FEMMES OBTIENNENT LE PRIX NOBEL DE LA PAIX bravo pour leur courage

Le prix Nobel de la paix a été conjointement attribué vendredi, pour la première fois de son histoire, à trois femmes: deux Libériennes, la présidente du Libéria **Ellen Johnson Sirleaf** – actuellement en campagne –, la militante **Leymah Gbowee** et une Yéménite, la journaliste **Tawakkol Karman**. Elles sont récompensées « pour leur lutte non-violente pour la sécurité des femmes ».

Première femme arabe à recevoir la prestigieuse récompense, Tawakkol Karman, Yéménite, a immédiatement dédié son prix aux « printemps arabes », cet élan de révolte populaire qui a renversé ou ébranlé, cette année, plusieurs régimes

autoritaires en Afrique du nord et au Moyen-Orient.

Ellen Johnson Sirleaf, première femme à être démocratiquement élue à la tête d'un pays africain en 2005, 72 ans, a œuvré pour la reconstruction d'un pays ravagé par 14 ans de guerres civiles, qui ont fait quelque 250 000 morts et laissé une économie exsangue.

L'accession au pouvoir d'Ellen Johnson Sirleaf a été rendue possible par le travail sur le terrain de Leymah Gbowee, « guerrière de la paix » à l'origine d'un mouvement pacifique qui contribua, notamment à l'aide d'une « grève du sexe », à mettre fin en 2003 à la deuxième guerre civile.



**5 NOVEMBRE 2011**

## **manifestation nationale contre les violences faites aux femmes**

Les affaires récentes impliquant des hommes politiques ont mis en évidence un déni profond des violences faites aux femmes. Les insultes sexistes, les propos méprisants ont fusé et occupé écrans et colonnes de journaux. À l'heure actuelle, la confusion est grande entre libertinage et violence sexuelle, entre drague et harcèlement sexuel, entre relation sexuelle et viol.

Les violences faites aux femmes sont quotidiennes et universelles, elles sont l'expression de rapports de domination exercés par les hommes sur les femmes.

La manifestation sera aussi l'occasion de réaffirmer que nous voulons une loi cadre et des bilans d'application de la loi de juillet 2010.

**rendez-vous à 14h30 place de la Bastille**

## **ÉTATS GÉNÉRAUX DU FÉMINISME les droits des femmes font leur révolution**

**C'est l'appel lancé par le *Collectif national droit des femmes*,  
dont nous sommes partie prenante, pour la tenue d'états généraux  
les 3 et 4 décembre à la bourse du travail de Bobigny.**

Face à l'aggravation de la situation dans laquelle se trouve notre pays, nous sommes confrontées à l'offensive sans merci du gouvernement pour changer fondamentalement notre société, balayant les acquis du mouvement ouvrier, de la Résistance, des mouvements sociaux. Recul grave où les services publics sont remis en question dans notre société fondée sur la solidarité. Quelles qu'aient été ses carences... tout tombe en lambeaux... les difficultés pour les droits des femmes et leurs luttes sont synonymes d'un vrai recul de société !

C'est pour analyser, essayer de cerner de plus près les changements à l'œuvre que nous organisons des états généraux et que nous œuvrerons

à l'élaboration d'un cahier de doléances. Il sera soumis aux candidat-e-s à l'élection présidentielle et aux législatives.

Nous travaillerons également à la définition d'actions, d'initiatives nécessaires à la construction des rapports de forces décisifs.

Plusieurs ateliers : autonomie des femmes, emploi, précarité, pauvreté, petite enfance, la famille et la question de la gestation pour autrui, le droits des femmes à disposer de leur corps, les femmes et l'extrême droite, les violences faites aux femmes, les femmes dans le monde, les femmes dans les révolutions arabes travaillent à la préparation de ces états généraux.

**5 novembre**

Manifestation contre les violences faites aux femmes  
à Paris 14h30 place de la Bastille

**mi-novembre**

Forum partagé : *Maîtrise de son corps  
et contre les violences faites aux femmes*

**3-4 décembre**

États généraux du féminisme

## Tee-shirts *Égalité*

Il y en a encore.

N'en pas doutons pas, de nombreux rassemblements sont appelés à se dérouler  
pour riposter à la politique du gouvernement.

Porter le tee-shirt *Égalité* peut être un bon moyen de rendre visible le combat  
pour l'égalité des femmes et des hommes au sein du mouvement social.

Vous pouvez passer vos commandes auprès d'Élisabeth Ackermann  
au 01 40 40 12 27 ou eackermann@pcf.fr

---

## BON DE COMMANDE tee-shirts *Égalité*

**Fédération :** \_\_\_\_\_  
nom et adresse

**Camarade qui passe commande :** \_\_\_\_\_  
nom et prénom, téléphone

nombre

\_\_\_\_\_ **tee-shirts - taille small à 10 euros** = \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_ **tee-shirts - taille large à 10 euros** = \_\_\_\_\_

**Total commande :** \_\_\_\_\_

**ci-joint :** règlement \_\_\_\_\_